Les maoïstes suisses et « l'or de Pékin » au cœur de la Guerre froide

Cyril Cordoba
Université de Lausanne

Résumé

Cet article analyse le rôle des ressources financières et symboliques mises à disposition par la République populaire de Chine aux maoïstes suisses durant la Guerre froide. Il démontre en quoi cette problématique permet de mieux comprendre les motivations amenant à une fidélité totale à une puissance étrangère, tout en apportant une réflexion sur les mécanismes de l'engagement et du désengagement au sein d'un groupe politique radical.

Mots-clefs : maoïsme – Guerre froide – Chine – militantisme – clientélisme.

Abstract

Swiss Maoists and 'Beijing's Gold' during the Cold War

This article analyses the role of financial and symbolic resources provided by the People's Republic of China to Swiss Maoists during the Cold War. It demonstrates how this problematic can bring a better understanding of the motives behind a total fidelity to a foreign power, while bringing to light new elements about the mechanisms of engagement and disengagement in a radical political group.

Keywords: *Maoism – Cold War – China – Activism – Clientelism.*

Au début des années 1960, à la suite de la rupture entre la République populaire de Chine (RPC) et l'URSS[1], de nombreuses dissidences sont apparues à l'intérieur des partis communistes du monde entier[2]. Ce divorce a donné naissance à des groupes soutenant l'idée d'une voie chinoise au socialisme, refusant le principe de la coexistence pacifique et s'opposant à ce qu'ils désignaient comme le « révisionnisme » soviétique. En Europe de l'Ouest, ces organisations maoïstes ont éclos tout d'abord en Belgique[3], en Italie[4], en Suède[5] et en Grande-Bretagne[6], puis en France[7] et en Allemagne[8], tandis qu'à l'Est, le régime albanais d'Enver Hoxha est même devenu l'allié de la RPC. En Suisse, le Parti communiste suisse/marxiste-léniniste (PCS/ml), crée en 1964, a été l'unique groupe maoïste helvétique officiellement reconnu par Pékin durant la Guerre froide. Bien qu'il soit resté relativement confidentiel (avec quelques centaines de sympathisants au maximum), ce parti a exercé une certaine influence dans le paysage socio-politique grâce à plusieurs associations qu'il contrôlait en sous-main. Officiellement apolitiques, ces organisations de masse nommées Connaissance de la Chine (en Suisse romande) et Freundschaft mit China (c'est-à-dire Amitié avec la Chine, en Suisse alémanique) avaient pour objectif de susciter des sympathies pour la RPC au sein du grand

1 Thomas W. Robinson, David Shambaugh, eds., *Chinese Foreign Policy: Theory and Practice* (Oxford: Clarendon Press, 1998). Voir aussi les articles de Shu Guan Zhang et de Sergey Radchenko *in* Odd Arne Westad, ed., *Reviewing the Cold War* (London: Frank Cass, 2000); Melvyn P. Leffler, Odd Arne Westad, eds., *The Cambridge History of the Cold War,* vol. 1-2 (Cambridge: Cambridge University Press, 2011).

2 Les premiers groupes alignés sur Pékin sont d'abord apparus en Amérique latine et en Asie. Voir à ce sujet Matthew D. Rothwell, *Transpacific Revolutionaries: the Chinese Revolution in Latin America* (New York: Routledge, 2013) et Julia Lovell, *Maoism. A Global History* (London: The Bodley Head, 2019).

3 Émile Rikir (dir.), *Le P.C.B. et la scission « grippiste » de 1963*, Bruxelles, CArCoB, 2002.

4 Dolores Negrello, *A pugno chiuso. Il Partito Comunista padovano dal biennio rosso alla stagione dei movimenti*, Milano, Franco Angeli, 2000.

5 Perry Johansson, *Saluting the Yellow Emperor. A Case of Swedish Sinography* (Leiden/Boston: Brill, 2012).

6 Tom Buchanan, *East Wind China and the British Left, 1925-1976* (Oxford: Oxford University Press, 2012).

7 A. Belden Fields, *Trotskyism and Maoism: Theory and Practice in France and the United States* (New York: Praeger, 1988); Christophe Bourseiller, *Les maoïstes : la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996; Richard Wolin, *The Wind from the East: French Intellectuals, the Cultural Revolution, and the Legacy of the 1960s* (Princeton: Princeton University Press, 2010); Chi Miao *et al.* (dir.), *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, Riveneuve, 2017; François Hourmant, *Les Années Mao en France – Avant, pendant et après mai 68*, Paris, Odile Jacob, 2018; Liu Kaixuan, « Le miroir chinois : les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique, diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 », thèse de doctorat, sous la direction de Marc Lazar, Sciences Po Paris, 2019.

8 Andreas Kühn, *Stalins Enkel, Maos Söhne: die Lebenswelt der K-Gruppen in der Bundesrepublik der 70er Jahre*, Frankfurt am Main, Campus, 2005; Gerd Koenen, *Das rote Jahrzehnt: unsere kleine deutsche Kulturrevolution 1967-1977*, Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch, 2006; Henning Böke, *Maoismus: China und die Linke – Bilanz und Perspektive*, Stuttgart, Schmetterling Stuttgart, 2007; Sebastian Gehrig, Barbara Mittler, Felix Wemheuer (dir.), *Kulturrevolution als Vorbild? Maoismen im deutschsprachigen Raum*, Frankfurt am Main/Bern, Peter Lang, 2008.

public. Elles comptaient pour cela sur des activités telles que des conférences, des expositions, des projections de films, et surtout des voyages de groupe en RPC, qui représentaient pour elles une importante source de revenus.

Jusque dans les années 1980, tous les militants prochinois (c'est-à-dire aussi bien les adhérents du PCS/ml que les membres des associations d'amitié) ont été soumis à une étroite surveillance de la part de la police fédérale helvétique (Bundespolizei, BUPO), dont une des interrogations principales consistait à savoir si Pékin finançait à travers eux des activités subversives. C'est dans cette logique que le Conseil fédéral a même demandé au début des années 1950 la levée du secret bancaire suisse, afin de savoir si les militants communistes recevaient de l'argent de l'étranger[9]. La Confédération, qui a effectivement été l'une des principales plateformes européennes de diffusion de propagande chinoise[10], a donc fait preuve d'une profonde suspicion face au mouvement maoïste. Ces inquiétudes étaient notamment alimentées par un anticommunisme dont étaient imprégnés non seulement les milieux policiers, mais également la plus grande partie des élites politiques et culturelles suisses[11].

Dans les années 1990, « l'argent de Moscou » a encore fait couler beaucoup d'encre, de la part notamment de journalistes et d'anciens militants[12], qui dépeignaient le mouvement communiste en Europe de l'Ouest comme un phénomène exogène. Cette problématique, qui renvoyait à celle de l'emprise de l'URSS sur les partis occidentaux, a particulièrement agité le débat historiographique français autour de Stéphane Courtois, Annie Kriegel et de la revue *Communisme*[13]. À la même période, en Suisse, c'est notamment Brigitte Studer qui, au travers de ses travaux sur le Komintern, a présenté un parti helvétique « sous influence[14] ». Aujourd'hui, malgré les zones d'ombre qui subsistent encore quant à « l'or de Pékin » en raison de croissantes

9 Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche : critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, Lausanne, Antipodes, 2019, p. 222.

10 Cyril Cordoba, « La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident », *in* Nathalie Büsser *et al.* (dir.), *Transnationale Geschichte der Schweiz*, Zürich, Chronos, 2020, p. 61-73.

11 Michel Caillat *et al*. (dir.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse,* Zürich, Chronos, 2009. Voir aussi Luc van Dongen *et al*., eds., *Transnational Anti-communism and the Cold War: Agents, Activities, and Networks* (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2014).

12 Victor Loupan, Pierre Lorrain, *L'argent de Moscou : l'histoire la plus secrète du PCF*, Paris, Plon, 1994 ; Gianni Cervetti, *L'oro di Mosca. La Testimonianza di un protagonista*, Milano, Bladini & Castoldi, 1991.

13 Annie Kriegel, *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984 ; Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997 ; Yves Santamaria, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, La Découverte, 1999.

14 Brigitte Studer, *Un parti sous influence : le Parti communiste suisse, une section de l'Internationale, 1931 à 1939,* Lausanne, L'Âge d'Homme, 1994 ; Brigitte Studer (dir.), *Le communisme : diabolisé et idéalisé*, Zürich, Chronos, 1995.

restrictions d'accès aux archives[15], nous disposons de suffisamment d'informations pour dresser un premier bilan concernant le cas helvétique. Grâce à des travaux récents, il est en effet possible d'inscrire cette thématique dans un cadre transnational[16], et de la replacer au sein d'un paysage global de solidarités internationales[17] et de luttes anti-impérialistes[18], et ainsi proposer un nouveau regard « décentré » sur la Guerre froide, en se concentrant davantage sur « l'autre grande » puissance communiste[19].

15 Charles Kraus, "Researching the History of the People's Republic of China", working paper # 79 from the *Cold war international history project*, [https://www.wilsoncenter.org/publication/researching-the-history-the-peoples-republic-china], April 2016 (consulté le 19 juin 2020) ; Kazushi Minami, "China's Foreign Ministry Archive: Open or Closed?", in *Wilson Center Blog: Sources and Methods*, [https://www.wilsoncenter.org/blog-post/chinas-foreign-ministry-archive-open-or-closed] 02 October 2017 (consulté le 19 juin 2020).

16 Sabine Dullin, Brigitte Studer (dir.), « Communisme transnational », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, nº 10, novembre 2016.

17 Alexandre Dupont, Caroline Moine (dir.), *Solidarités ! Mobilisations politiques internationales*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2019 ; Philipp Kufferath, Eva Bucher (dir.), '*Hoch die internationale…'? Praktiken und Ideen der Solidarität*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 2020.

18 Nuno Pereira, « Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68 », thèse de doctorat d'histoire, Université de Lausanne, 2015.

19 Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005) ; Vu Tuong *et al.,* eds., *Dynamics of the Cold War in Asia: Ideology, Identity and Culture* (Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2009) ; Zheng Yangwen, *The Cold War in Asia: the Battle for Hearts and Minds* (Leiden: Brill, 2010) ; Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie : une autre vision du xx^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017.

À travers cet article, nous mettrons donc non seulement en exergue les pratiques de la RPC pour soutenir financièrement, logistiquement, stratégiquement et symboliquement ses partisans en Suisse, mais nous réfléchirons également à la place tenue par cette problématique dans la recherche sur l'histoire du maoïsme. Son objectif ne sera pas d'expliquer l'émergence (ni même la disparition) d'une vocation prochinoise en adoptant une vision utilitariste dépeignant les individus comme des êtres froidement rationnels et calculateurs. Notre ambition consistera plutôt à éclairer les soubassements d'une fidélité totale à Pékin au travers de tumultes de la vie politique chinoise, et à apporter des éléments de réflexion à une étude du désengagement[20] (ou en d'autres termes, du passage du loyalisme à la défection[21]). Car si l'argent chinois a représenté une véritable obsession pour les services suisses de renseignement, il est parfois devenu un vrai tabou pour les militants prochinois eux-mêmes.

Entre paranoïa et angélisme

Durant la Guerre froide, les services de renseignement de la Confédération helvétique ont accumulé une énorme base de données,

20 Olivier Filleule, Christophe Broqua, Philippe Gottraux (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

21 Albert O. Hirschman, *Exit, voice, loyalty : défection et prise de parole*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2017 (1re éd. 1970).

au contenu souvent erroné ou absurde, sur quiconque osait remettre en question l'ordre politique et économique conservateur du pays. De cette manière, environ 900 000 Helvètes ont été fichés par la BUPO[22], qui scrutait les moindres faits et gestes de quiconque se rendait à l'ambassade chinoise de Berne[23]. La Suisse, qui avait été l'un des premiers pays occidentaux à reconnaître la Chine maoïste le 17 janvier 1950, servait alors à Pékin de plateforme diplomatique en Europe[24]. Or, les fastueux buffets offerts par la légation chinoise, où l'alcool coulait à flots, ont attiré une galerie de personnages très hétéroclite, et de grands dirigeants de l'industrie horlogère y étaient reçus avec les mêmes honneurs que des révolutionnaires africains ou sud-américains[25].

Grâce à des filatures, des mises sur écoute, des « planques » aux abords de l'ambassade ou encore des enquêtes de voisinage, les services suisses de renseignements ont tenté de déterminer si des activités illicites étaient menées par la RPC sur le territoire helvétique. Plus concrètement, ceux-ci ont cherché à savoir si un quelconque soutien financier était offert par Pékin aux marxistes-léninistes suisses au travers de son ambassade à Berne. Leurs suspicions ont été telles que parmi les milliers de fiches établies par la BUPO, environ 4 % concernaient des militants prochinois[26], ce qui représentait une masse considérable par rapport au caractère groupusculaire des milieux maoïstes. Ces documents, dont les informations étaient généralement superflues, ont donc surtout démontré l'acharnement de la police fédérale à vouloir prouver l'intervention de la RPC dans les affaires intérieures suisses. Afin de se documenter sur le mouvement prochinois, celle-ci a par exemple fait appel à des personnalités comme Friedrich-Wilhelm Schlomann, un journaliste anticommuniste allemand qui a publié en 1970 un ouvrage consacré aux réseaux maoïstes en Europe, et qui dans ses exagérations, allait parfaitement dans le sens de la BUPO[27].

Néanmoins, certaines craintes des autorités helvétiques ont été confirmées, par exemple lorsqu'en juin 1965, six Français ont été interpellés à leur sortie de l'ambassade chinoise

22 Jeanne Hersch, Arnold Pierre (dir.), *La Suisse État de droit ? Le retrait d'Élisabeth Kopp*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1991 ; Hervé Rayner, Fabien Thétaz, Bernard Voutat, « Les institutions politiques suisses à l'épreuve : le scandale des fiches (1989-1990) », *in* Malik Mazbouri, François Vallotton (dir.), *Scandale et histoire*, Lausanne, Antipodes, 2016, p. 81-98.

23 Hans Ulrich Jost *et al.*, *Cent ans de police politique en Suisse : (1889-1989)*, Lausanne, AEHMO, Éditions d'En Bas, 1992.

24 Ariane Knüsel, "China and Switzerland in the Cold War: Political and Economic Relations, 1949-1989", thèse de doctorat d'histoire, Université de Fribourg, 2019.

25 Cyril Cordoba, « Au-delà du rideau de bambou : relations culturelles et amitiés politiques sino-suisses (1949-1989) », thèse de doctorat d'histoire, Université de Fribourg, 2019.

26 Georg Kreis (dir.), *La protection politique de l'État en Suisse : l'évolution de 1935 à 1990*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1993, p. 75.

27 Friedrich-Wilhelm Schlomann, Paulette Friedlingstein, *Die Maoisten. Pekings Filialen in Westeuropa*, Frankfurt am Main, Societäts, 1970.

à Berne avec un peu plus de 2 000 dollars en poche. Ces militants ont immédiatement été interdits d'entrée sur le territoire suisse « en tant que représentant[s] d'un parti antidémocratique étranger [menant] une activité politique illégale[28] ». Cet épisode très médiatisé a renforcé l'atmosphère de suspicion qui régnait alors à l'encontre de quiconque entretenait des relations avec la RPC. Pourtant, aucun délit n'a jamais été commis par les maoïstes suisses, qui ne représentaient qu'une minorité de ceux avec qui l'appareil de propagande chinois entretenait des liens étroits. En effet, une grande partie des personnes surveillées par la BUPO n'étaient que des passionnés ou des curieux de culture chinoise. Un adolescent de 14 ans a par exemple vu sa vie intime fouillée de fond en comble pour avoir demandé un *Petit Livre rouge* à l'ambassade chinoise, ce qui a permis à la BUPO de conclure que ses échecs scolaires et sa tentative de suicide étaient probablement liés à des opinions d'extrême gauche dont il n'avait pourtant jamais fait publicité[29]. De telles situations n'ont pas empêché la BUPO de considérer que les militants prochinois représentaient une vraie menace pour la sécurité intérieure du pays, puisqu'elle percevait ce mouvement comme une cinquième colonne financée par Pékin dans l'optique de renverser les institutions politiques helvétiques.

En revanche, puisque tous les efforts déployés par la police fédérale tendaient avant tout à « prouver que les communistes étaient effectivement des communistes[30] », de nombreux réseaux d'extrême droite ont été largement ignorés par le Ministère public de la Confédération[31]. À l'intérieur de ceux-ci, un ancien boxeur nommé Gérard Bulliard a par exemple été le premier Helvète à recevoir la confiance des diplomates chinois en 1963, ce qui lui a permis d'obtenir des dizaines de milliers de francs suisses pour la création d'une organisation prétendument maoïste. Mais comme cet antisémite et mythomane notoire qui avait accumulé des dettes dans plusieurs cantons romands cherchait surtout à obtenir de l'argent au plus vite, et qu'il n'entretenait aucune véritable ambition politique au sein de la gauche radicale, son importance a été largement négligée par les services suisses de renseignement. Pourtant, après être devenu un informateur pour la BUPO et différentes officines anticommunistes[32], ce personnage trouble a entretenu des liens avec une organisation d'extrême

28 Archives fédérales suisses (AFS), E4320C#1994/76#253* : lettre du DFJP à Georges Frêche, le 17 mai 1966.

29 AFS, E4320C#1994/78#746* : rapport de la police cantonale de Schwyz, 31 mai 1969.

30 Georg Kreis (dir.), *La protection politique de l'État en Suisse*, *op. cit*., p. 269 (cf. note 26).

31 Carole Villiger, *Usages de la violence en politique*, Lausanne, Antipodes, 2017.

32 AFS, E4320C#1995/392#60* : lettre de Bulliard à la BUPO, 22 juin 1964 ; E2001E-01#1987/78#246* : lettre de la police cantonale de Vaud à la BUPO, 5 juillet 1964.

droite européenne – l'Aginter Press – qui s'est notamment infiltrée dans des mouvements de libération au Mozambique grâce à des cartes de presse fournies par le parti de Bulliard[33].

Ainsi, les archives les plus fournies sur le mouvement maoïste helvétique, des sources d'origine principalement policières, proposent une lecture pour le moins lacunaire et orientée de la question de l'argent chinois en Suisse. Dans la majorité de ces documents conservés aux Archives fédérales suisses à Berne, une vision paranoïaque, profondément anticommuniste, surévaluant la menace politique et souvent focalisée sur des éléments anecdotiques empêche d'accéder au cœur des milieux prochinois. Pour cette raison, il s'avère indispensable de retrouver les traces laissées par ces organisations elles-mêmes, afin de mettre en lumière d'autres points de vue sur le financement offert par Pékin à ses partisans, et de donner voix au chapitre à celles et ceux qui ont été au cœur de ces pratiques. Or, en se plongeant dans les archives produites par les maoïstes eux-mêmes – des documents qui ont été conservés par des institutions telles que les Archives contestataires (Carouge) ou les Sozialarchiv (Zürich) – il apparaît clairement que cet aspect a été totalement passé sous silence.

Au cours des dix-huit entretiens que nous avons réalisés entre 2016 et 2018 dans le cadre de nos recherches sur les milieux prochinois en Suisse, en France et en Belgique, plusieurs (ex) militants ont anticipé les questions relatives au soutien matériel et financier provenant de la RPC. Ceux-ci annonçaient par exemple : « Vous allez me demander s'il y avait une aide financière de l'ambassade : pas du tout[34]. » Sachant à quel point la dimension pécuniaire de leur engagement avait été une source de polémiques au moment des faits, la majorité d'entre eux a pris les devants en affirmant avec aplomb :

> Financièrement, on n'a pas touché un centime des Chinois. Ça c'est sûr, on était complètement autonomes. […] On ne voulait pas, et on ne nous l'a jamais proposé[35].

Dans les textes autobiographiques publiés par certains anciens militants maoïstes tels que le Zurichois Willi Wottreng, le constat est le même : « Nous n'avons jamais été dépendants

33 Jeffrey McKenzie Bale, "The 'Black' Terrorist International: Neo-Fascist Paramilitary Networks and the 'Strategy of Tension' in Italy, 1968-1974", Ph.D., University of California, 1994 ; Jesus José Manuel Duarte, *A guerra secreta de Salazar em África: Aginter Press: uma rede internacional de contra-subversão e espionagem sediada em Lisboa*, Alfragide, Publicações Dom Quixote, 2012 ; George Roberts, "The Assassination of Eduardo Mondlane: FRELIMO, Tanzania, and the Politics of Exil in Dar es Salaam", *Cold War History*, vol. 17 (2017/1), p. 1-19.

34 Entretien de l'auteur avec Victor et Elvira Jaccard*, 1er mars 2016 (* tous les noms utilisés dans cet article sont des pseudonymes créés par l'auteur, à l'exception de celui de Nils Andersson, dont l'engagement prochinois est de notoriété publique).

35 Entretien de l'auteur avec Bernard Monnet*, 13 juin 2016.

des Chinois[36]. » En revanche, dès lors qu'un climat de confiance avait été établi avec les personnes interrogées, il a été possible d'aborder frontalement cette problématique. Les réactions ont alors été quelque peu différentes. La plupart des interviewés ont alors reconnu que les milieux prochinois recevaient bien de l'argent de Pékin, tout en s'empressant de préciser que cela ne concernait pas leur propre organisation. C'est ce qu'affirme par exemple aujourd'hui l'éditeur Nils Andersson[37] :

> Bien sûr que les Chinois donnaient de l'argent, il y a même pu avoir beaucoup d'argent. […] En Suisse, on n'a jamais eu de permanents [,] donc on n'a pas eu à demander de l'argent. Ça ne veut pas dire qu'il n'y en avait pas. [Mais] le Centre Lénine [ancêtre du PCS/ml] n'a jamais reçu d'argent des Chinois[38].

En outre, beaucoup d'anciens militants maoïstes ont reconnu plus ou moins directement que le soutien qu'ils recevaient de la RPC ne se matérialisait pas sous la forme de mallettes remplies de billets (comme pouvait le croire la BUPO), mais qu'il empruntait des voies détournées. Il s'agissait par exemple de grandes manifestations, organisées avec l'aide de l'ambassade chinoise (expositions de photographies, projections de films, tournées de l'opéra de Pékin), dont les bénéfices revenaient aux associations d'amitié avec la Chine. Cela pouvait aussi prendre la forme de matériel de propagande (brochures, magazines, *Petits Livres rouges*) envoyé gratuitement (ou à très bas coût) par Pékin en Suisse, et que le PCS/ml revendait à son propre compte. Ces pratiques ont atteint leur paroxysme au tournant des années 1960 et 1970, c'est-à-dire au plus fort de la Révolution culturelle en Chine. Mais face au silence des archives maoïstes sur la question du soutien chinois à cette période, il est nécessaire de déplacer la focale et d'en chercher la trace dans des témoignages plus tardifs. Car après la mort de Mao Zedong (1976) et les réformes économiques lancées par Deng Xiaoping les années suivantes, la démaoïsation de la Chine a profondément modifié les modalités de l'engagement prochinois. Au cours des années 1980, la plupart des associations prochinoises sont en effet devenues des organisations professionnelles, actives à plein temps, et leurs dirigeants n'ont plus forcément été motivés par un idéal de société, mais plutôt par un plan de carrière (notamment dans l'industrie du tourisme).

Durant cette décennie, les nouveaux soutiens de Pékin, moins intéressés par les acquis de la révolution chinoise que par les perspectives commerciales offertes par un pays émergent en pleine modernisation, avaient davantage le

36 Traduit par l'auteur depuis Willi Wottreng, *Zeit Genosse: für meine Freunde*, Zürich, Wottreng, 1999, p. 52.

37 Nils Andersson, *Mémoire éclatée : de la décolonisation au déclin de l'Occident*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 2016.

38 Entretien de l'auteur avec Nils Andersson, 27 octobre 2016. Au cours de cet entretien, Andersson a lui-même transmis à l'auteur des articles du journaliste Nicolas Miletitch au sujet de « l'or de Tirana » (voir ci-après), ainsi que sa réponse aux sous-entendus du journaliste. Dans celle-ci, il ne niait à aucun moment que des sommes d'argent aient été versées aux maoïstes suisses.

profil d'entrepreneurs aventuriers que celui d'intellectuels radicaux. La Chine, qui s'est dirigée à partir de 1978 vers une économie socialiste de marché, a alors déçu beaucoup de militants, qui étaient de moins en moins souvent invités à l'ambassade chinoise de Berne. Regrettant les anciennes pratiques prétendues désintéressées de la diplomatie chinoise, de nombreux « amis de la Chine » ont alors quitté le navire en dénonçant le retour de la corruption en RPC (« Ils sortaient de ce principe d'amitié de peuple à peuple[39] »). En vérité, pour les associations d'amitié et les groupes maoïstes, qui se sont longtemps reposés sur les largesses de Pékin, cela révélait un malaise face à la montée en flèche du prix du matériel de propagande, qu'ils recevaient auparavant (quasi) gratuitement. En 1984, pour remédier à cela, les Associations suisses d'amitié avec la Chine (ASAC) ont tiré un trait sur leur passé de révolutionnaires en fondant leur propre agence de voyages (Panda) qui visait « le haut du panier, les gros revenus[40] ».

Sans surprise, ni les suspicions des services suisses de renseignement, ni les affirmations des anciens militants maoïstes ne suffisent à tirer des conclusions sur l'ampleur du soutien financier apporté par la RPC au mouvement prochinois en Suisse. La confrontation de ces deux types de sources (rapports policiers et témoignages oraux) permet en revanche de se faire une bonne idée de l'atmosphère de Guerre froide qui régnait à l'époque, et qui a alimenté de nombreux fantasmes. Pour retrouver la trace de « l'or de Pékin », il reste donc indispensable de passer par la bande, en tirant des conclusions en creux, ou en prenant la problématique à revers. Car les milieux prochinois ont bel et bien été soutenus par la RPC. Mais en vérité, les lingots tant recherchés par la police fédérale n'étaient le plus souvent que des *Petits Livres rouges*.

Des ressources matérielles et symboliques

Au moment de la rupture sino-soviétique du début des années 1960, le mouvement maoïste s'est cristallisé en Suisse autour de Nils Andersson. Cet intellectuel d'origine suédoise, fondateur des Éditions de La Cité à Lausanne, avait imprimé et diffusé d'entente avec Guoji Shudian (le service d'exportation d'imprimés de la RPC) les textes polémiques du Parti communiste chinois à l'encontre de l'Union soviétique[41]. Grâce à ce partenariat, Andersson a rapidement acquis la confiance des diplomates chinois en Suisse. Il a ensuite participé en 1963 à la création de la revue *Révolution*, une publication tiers-mondiste pilotée par l'avocat Jacques Vergès, et décrite par la BUPO comme l'« une des plus ambitieuses aventures de propagande communiste

39 Entretien de l'auteur avec Bernard Monnet*, 13 juin 2016.

40 Entretien de l'auteur avec Olivier Moser*, 11 avril 2016.

41 François Vallotton (dir.), *Livre et militantisme : La Cité Éditeur, 1958-1967*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 2007.

chinoise à l'étranger[42] ». Ce mensuel, qui n'a pourtant connu que neuf numéros en anglais (de mai 1963 à février 1964) puis treize autres en anglais (jusqu'en décembre 1964), avait son siège dans la capitale vaudoise. Il bénéficiait d'une facture luxueuse, faisant se côtoyer des textes d'Ernesto Guevara ou Nelson Mandela et des illustrations du dessinateur Siné, grâce à un financement sur lequel la BUPO a longuement enquêté.

Les services suisses de renseignement pensaient que Vergès avait reçu 75 000 dollars pour fonder sa revue, tandis que l'historien Pierre Jeanneret a estimé ce montant à 10 000 francs suisses[43]. Andersson avait quant à lui indiqué à la police fédérale qu'il possédait du matériel d'une valeur d'au moins 50 000 francs suisses (une machine offset et un massicot), payé par Vergès, grâce à de l'argent d'origine vraisemblablement algérienne[44]. Quel qu'ait été exactement le capital de départ mis à disposition de *Révolution* par l'étranger, la Chine a en tout cas soutenu cette expérience éditoriale par la souscription de 10 000 abonnements, distribués non seulement à Pékin (3 000 exemplaires), mais aussi à Londres (2 500), New York (2 500), Dar es Salaam (1 000), Lagos (500) et Lausanne (500). En conséquence, la police fédérale a pris des mesures contre cette revue qui appelait à la révolution dans des pays avec lesquels la Suisse entretenait des relations diplomatiques, pour éviter « que la Suisse [ne] devienne un centre international de réception et de réexpédition de matériel de propagande politique extrémiste[45] ». Les collaborateurs étrangers de *Révolution* ont été expulsés du territoire suisse fin 1963, et la revue a elle-même été interdite quelques mois plus tard.

L'engagement prochinois de Nils Andersson n'a pas pris fin pour autant, puisqu'en avril 1964, celui-ci a créé le Centre Lénine (futur PCS/ml), une organisation politique officiellement reconnue et soutenue par Pékin. Là aussi, la RPC a apporté son aide à Andersson par l'entremise de Guoji Shudian, le service qui envoyait aux maoïstes des publications chinoises avec un rabais de 50 % (sur la base d'un prix chinois quasi nul) ou alors gratuitement. Les militants revendaient ensuite eux-mêmes ce matériel pour remplir leurs caisses, tout en participant à la propagande du régime. De même, le journal du PCS/ml (*Octobre*) a été financé par les Chinois à travers la souscription de 300 abonnements. Mais au-delà des cercles purement marxistes-léninistes, le mouvement prochinois s'est épanoui grâce à l'apparition, au milieu des années 1960, des associations suisses d'amitié avec la

42 AFS, E4320C#1994/78#709* : rapport de la BUPO, 16 août 1965.

43 Pierre Jeanneret, « Les engagements politiques des années 60 et l'expulsion de Nils Andersson », *in* François Vallotton (dir.), *Livre et militantisme, op. cit.*, p. 120 (cf. note 41).

44 AFS, E4005#1995/305#607* : audition de Nils Andersson par la BUPO, 9 août 1966.

45 AFS, E4320C#1995/392#146* : communiqué de presse du DFJP, 20 janvier 1961.

Chine, qui organisaient de nombreuses manifestations avec le soutien logistique de l'ambassade chinoise de Berne.

Ces associations ont été les agentes les plus actives et les plus efficaces de la propagande chinoise à l'Ouest. À partir des années 1970, celles-ci ont surtout été financées grâce aux recettes obtenues par l'organisation de voyages de groupe en Chine. Pour cela, Connaissance de la Chine et Freundschaft mit China ont longtemps conservé un quasi-monopole sur les visas chinois en Suisse, car en tant qu'amies officielles de la RPC, elles bénéficiaient de nombreux avantages auprès du régime. Mais outre ces quelques privilèges matériels, les récompenses offertes par Pékin à ses partisans relevaient le plus souvent du domaine du symbolique. Par exemple, le fait pour le PCS/ml d'être cité dans *Pékin Information* (un journal distribué partout dans le monde par les Éditions en langues étrangères de la RPC) offrait à ce petit parti un titre de gloire dont la valeur était bien supérieure à n'importe quelle somme d'argent. De même, les invitations de l'ambassade chinoise à Berne ou les rencontres avec d'importants dirigeants chinois en RPC représentaient pour les militants des marques de reconnaissance. Au sein de leur communauté, ce prestige leur valait l'estime et parfois même l'admiration de leurs semblables.

Quant à Nils Andersson, surveillé par la police fédérale depuis 1953, il a reçu un premier avertissement concernant ses activités politiques en 1961, avant d'être considéré par la BUPO comme le « champion du communisme chinois[46] ». Bien qu'il ait passé toute sa vie en Suisse, sa nationalité suédoise a permis au Département fédéral de justice et police d'ordonner le 25 octobre 1966 son expulsion du territoire helvétique pour haute trahison et atteinte à l'indépendance de l'État. Il a alors passé un temps à Bruxelles en compagnie du maoïste belge Jacques Grippa (fondateur de l'un des premiers partis prochinois au monde), avant de partir travailler pendant cinq ans aux Éditions d'État albanaises et à Radio Tirana, qui fonctionnait alors comme un porte-voix de la Chine en Europe. À cette période, sachant leurs activités surveillées de près, les maoïstes suisses ont alors trouvé des moyens détournés pour obtenir un soutien sonnant et trébuchant de la part de Pékin.

En Belgique, où le parti de Grippa servait de pourvoyeur de fonds pour le mouvement maoïste émergeant en Europe, la librairie Le Livre international a notamment obtenu à ses débuts un « crédit sans intérêt » de 400 000 francs belges de la part des Chinois, ainsi qu'une somme d'un million de francs belges pour lui servir de fonds de roulement[47]. À Bruxelles comme partout ailleurs dans le monde, les librairies militantes ont

46 AFS, E4320C#1994/78#747* : rapport de la BUPO, mars 1964.

47 Centre des Archives du communisme en Belgique, BXL 34, Grippa II – PCB Chine Albanie : accord entre

donc non seulement servi de point de ralliement pour les militants prochinois, mais elles ont également été d'importants lieux de circulations monétaires. À Genève, la Librairie Rousseau a par exemple été une plateforme centrale pour la distribution de propagande chinoise vers l'Afrique et l'Amérique latine, tandis que la Pinkus Buchhandlung à Zurich a longtemps aidé Guoji Shudian à contourner l'embargo américain sur la Chine en servant d'intermédiaire dans l'import-export d'imprimés entre la RPC et l'étranger[48]. Les maoïstes suisses se trouvaient donc au croisement de réseaux transnationaux, dont les premiers points nodaux ont été Berne et Bruxelles. Mais une autre capitale s'est également imposée comme une destination incontournable pour les maoïstes suisses : Tirana.

En effet, depuis que l'Albanie s'était rangée du côté de Pékin au moment de la rupture sino-soviétique (une situation qui a perduré jusqu'en 1977[49]), le régime d'Enver Hoxha a servi à la Chine de tête de pont en Europe. Un fonds de solidarité a même été spécialement créé par le président albanais pour favoriser le développement de groupes prochinois (et donc pro albanais) à travers le monde. D'importantes sommes d'argent ont ainsi été distribuées par le gouvernement hoxhaïste à diverses organisations maoïstes, et notamment au PCS/ml. À ce sujet, la police fédérale, toujours à l'affût du moindre comportement suspect, a découvert que les militants maoïstes se rendaient au moins une fois par an en Albanie[50]. Selon le militant Willi Wottreng, qui a précisé que les dirigeants du PCS/ml se rendaient aussi à l'ambassade chinoise de Rome pour tromper la surveillance de la BUPO, ces voyages avaient lieu en réalité trois à quatre fois par année. Les services suisses de renseignement ont alors cru pendant un temps que les prochinois suivaient des cours politiques, voire des entraînements à la guérilla et à l'espionnage sur place[51]. Même si ces soupçons n'ont jamais été vérifiés, il a en revanche été prouvé depuis que de nombreux révolutionnaires venus de pays africains et sud-américains ont en effet été formés politiquement et militairement par l'armée albanaise[52].

Comme l'a révélé en 1996 le journaliste Nicolas Miletitch, Tirana a donc développé

Guoji Shudian et Le Livre international, 15 mai 1963 : lettre de Waiwen Shudian au Livre international, 14 juin 1967.

48 AFS, E4320C#1995/392#146* : lettre des douanes genevoises à la direction des douanes, 26 octobre 1960. Voir aussi Janick Marina Schaufelbuehl, Mario König (dir.), « Suisse-USA dans la Guerre froide », *Traverse*, vol. 2, 2009 ; Marc Perrenoud, « L'économie suisse et la neutralité à géométrie variable », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 93, 2009/1, p. 77-86.

49 Ylber Marku, "Sino-Albanian relations during the Cold War, 1949-1978: an Albanian perspective", Ph.D., Lingnan University, 2017.

50 Willi Wottreng, *Zeit Genosse: für meine Freunde*, *op. cit*. (cf. note 36).

51 AFS, E4320C#1994/78#705* : note de la BUPO, 27 juin 1969.

52 Julia Lovell, *Maoism. A Global History, op. cit*. (cf. note 2).

dès 1964 un fonds spécial de 700 000 dollars destinés au mouvement prochinois à travers le monde. Celui-ci aurait distribué jusqu'en 1990 un total de 11,6 millions de dollars à des groupes prochinois et/ou pro albanais. Selon les documents que Miletitch a retrouvés dans les Archives albanaises, les principaux bénéficiaires de ce soutien financier se trouvaient en Amérique du Sud et en Europe, puisque les sommes les plus importantes ont été distribuées à des groupes brésiliens, français, italiens et néo-zélandais, ayant reçu respectivement 40 000, 25 000 et 20 000 dollars en 1967. Quant au PCS/ml, il aurait reçu au moins 3 000 dollars provenant de ce fonds d'aide international[53]. Ces affirmations ont été corroborées par les recherches de l'historien Ylber Marku, qui a démontré que Pékin versait annuellement 500 000 dollars à l'Albanie pour financer des organisations communistes à travers le monde[54].

Ainsi, lorsqu'on cherche à retrouver la trace de « l'or de Pékin » entre les mains des maoïstes suisses, la dimension globale du mouvement prochinois s'impose d'elle-même, en révélant un réseau qui s'étend notamment sur la Belgique, l'Algérie, l'Albanie et la France. De plus, les multiples formes que pouvait prendre le soutien offert par Pékin rappellent que même si le travail des militants prochinois était bénévole, il n'était pas forcément gratuit. Ce constat permet alors de mettre à jour les différents types de gratifications, généralement inconscientes ou refoulées, reçues par les militants prochinois pour leur engagement en faveur de la Chine[55].

Un système clientéliste d'ampleur internationale ?

Durant la Guerre froide, les groupes maoïstes ont toujours fait en sorte de conserver leur position d'interlocuteurs privilégiés de la RPC, un statut symbolisé par l'attribution du titre honorifique d' « ami de la Chine ». En respectant fidèlement tous les mots d'ordre dictés par le Parti communiste chinois, ceux-ci étaient assurés de recueillir les faveurs du régime. Par là même, la relation entre Pékin et ses amis étrangers relevait de l'échange de services mutuels (des dons et des contre-dons[56]). Ainsi, l'engagement prochinois reposait non seulement sur de sincères et profondes convictions politiques, mais il a aussi été en partie motivé par des aspirations plus triviales. C'est à ce titre que l'on peut étudier les réseaux d'influence transnationaux utilisés par Pékin comme les branches d'un système clientéliste, c'est-à-dire d'une structure

53 Nicolas Miletitch, « Révélations des archives de Tirana », *Les Cahiers d'histoire sociale*, n° 6, 1996, p. 83-94.

54 Ylber Marku, "Sino-Albanian relations during the Cold War"*, op. cit*., p. 124-125 (cf. note 49).

55 Pierre Bourdieu, « Un acte désintéressé est-il possible ? », in *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 147-167.

56 Jacques Godbout, *L'esprit du don*, Paris, La Découverte, 1992.

de relations asymétriques et volontaires entre des acteurs au statut inégal (un patron et des clients), impliquant des échanges réciproques de ressources matérielles et symboliques[57].

Pour comprendre les motivations de l'engagement prochinois, il est donc primordial de dépasser les fantasmes liés à « l'or de Pékin ». Il convient dès lors de se concentrer sur d'autres types de gratifications, liées à l'acquisition d'un savoir-faire et d'un savoir être ou à la conviction d'agir pour une cause juste[58]. Les réflexions de Daniel Gaxie sur les rétributions sociales du militantisme ont d'ailleurs mis en avant le prestige, le pouvoir, l'estime et la considération des pairs qui pouvait découler d'un activisme politique :

> Ces gratifications produisent des effets de rétributions parce qu'elles ne sont pas explicitement perçues comme telles mais confusément vécues comme une conséquence secondaire [...] de l'engagement[59].

De fait, dans les discours de ceux qui se sont engagés en faveur de la Chine au nom de leurs sensibilités politiques de gauche ou en vertu de leurs idéaux humanistes, les aspects les plus matériels ont été généralement relégués au second plan, euphémisés, ou complètement passés sous silence[60]. Car comme le rappelle le politologue Jean-Louis Briquet :

> Plutôt que l'échange pragmatique proprement dit, ce qui spécifie la relation de clientèle est la perception de cet échange comme un devoir moral désintéressé, aussi bien de la part du patron (qui agit par dévouement ou amitié) que de la part du client (qui agit par loyauté ou fidélité[61]).

La rhétorique du désintéressement et de l'abnégation, omniprésente au sein du discours communiste[62], et observable sous diverses formes en URSS[63] et en RPC[64], a donc été reprise naturellement par des individus militants de l'autre côté du rideau de fer ou du rideau de bambou.

Bien entendu, le fait de se focaliser sur les tiroirs-caisses des partis maoïstes, plutôt que

57 Gioia Weber Pazmiño, « Klientelismus: Annäherungen an das Konzept », Ph.D., Universität Zürich, 1991.

58 Patricia Vendramin, *L'engagement militant*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2013, p. 15-33.

59 Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol. 11 (2005/1), p. 185.

60 Pierre Bourdieu, « L'économie des biens symboliques », in *Raisons pratiques*, *op. cit.,* p. 175-213 (cf. note 55).

61 Jean-Louis Briquet, « Des amitiés paradoxales. Échanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix*, nº 45, 1999, p. 10-11.

62 Sandrine Kott, *Le communisme au quotidien : les entreprises d'État dans la société est-allemande,* Paris, Belin, 2001, p. 271-293.

63 Sheila Fitzpatrick, *Tear off the Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia* (Princeton: Princeton University Press, 2005), p. 183. Voir aussi Alena Ledeneva, *Russia's Economy of Favours: "Blat", Networking and Informal Exchange* (Cambridge: Cambridge University Press, 1998).

64 Zhan Kaidi, *The Strategies of Politeness in the Chinese Language* (Berkeley: Institute of East Asian Studies, University of California, 1992) ; Mayfair Mei-hui, *Gifts, Favors, and Banquets: the Art of Social Relationships in China* (Ithaca: Cornell University Press, 1994).

sur les valeurs défendues par les prochinois, comporte le risque de reléguer leur univers mental à l'arrière-plan de l'analyse, et de faire disparaître les affects des protagonistes dans une histoire complètement désincarnée. À ce titre, il faut rappeler que les groupes prochinois ont permis à des citoyens, extrêmement minoritaires, de se réunir autour d'une même passion et de faire communauté en s'arrachant à une atmosphère politique très pesante et au climat délétère imposé par le conservatisme helvétique durant la Guerre froide. En outre, précisons que le caractère clientéliste de la notion d'amitié n'enlevait rien à la sincérité de ceux qui s'en revendiquaient, ni d'ailleurs à la légitimité de leurs combats[65]. Les connotations péjoratives attachées au terme de clientélisme, parfois confondues à tort avec celles de corruption (renvoyant à la poursuite d'intérêts privés et non collectifs[66]), ne doivent donc en aucun cas entacher la compréhension d'un phénomène qui a trop souvent été réduit à un jeu de « copinage » internationaliste.

Car enfin, si les inquiétudes liées aux groupes subversifs en Suisse (en particulier anarchistes et autonomes) ont aujourd'hui laissé place à une inflation de littérature consacrée au financement de courants islamistes par les États arabes du Golfe, une certaine lacune historiographique persiste encore quant aux ressources mobilisées par les mouvements d'extrême droite dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Beaucoup moins surveillés que la gauche radicale malgré leurs conceptions ouvertement antidémocratiques et racistes, et en dépit de leur recours à des actions violentes[67], ceux-ci n'ont véritablement attiré l'attention des médias et des autorités qu'à partir de la fin des années 1980 et au début des années 1990[68]. Or, contrairement à ce que laisserait supposer leur idéologie xénophobe et nationaliste, ceux-ci n'en fonctionnaient pas moins grâce à des réseaux de soutien transnationaux[69], qui mériteraient eux aussi d'être interrogés afin d'enrichir la problématique des liens entre convictions politiques et mobilisation des ressources au sein de courants radicaux.

65 Florence Passy, *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz, 1998.

66 Jean-François Médard, « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-Monde*, vol. 41, n° 161, 2000, p. 75-87 ; Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Hachette, 2006 (1re éd. 1983), p. 211.

67 Hans Ulrich Jost *et al.*, *Cent ans de police politique en Suisse, op. cit.* (cf. note 23) ; Georg Kreis (dir.), *La protection politique de l'État en Suisse, op. cit*. (cf. note 26) ; Carole Villiger, *Usages de la violence en politique*, *op. cit.* (cf. note 31).

68 Urs Altermatt, Hanspeter Kriesi (dir.), *L'extrême droite en Suisse : organisations et radicalisation au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix*, Fribourg, Éditions Universitaires, 1995 ; Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland : Continuity and Change, 1945-2000* (New York: Berghahn Books, 2009).

69 Martin Durham, Margaret Power, *New Perspectives on the Transnational Right* (New York: Palgrave Macmillan, 2010) ; Graham Macklin, Fabian Virchow, eds., *Transnational Extreme Right Networks* (London: Routledge, 2018).